

Prosperer : Rendre les villes vertes, résilientes, et inclusive dans un climat changeant

Messages principaux

De 1970 à 2021, le nombre de personnes vivant dans les villes est passé de 1,19 milliard à 4,46 milliards, tandis que la température à la surface de la Terre a augmenté de 1,19°C par rapport à son niveau de la période préindustrielle. En raison de la prospérité qu'elles contribuent à créer, les villes sont l'une des principales causes de ce changement climatique. Toutefois, c'est également dans les villes que l'on trouvera bon nombre des solutions à la crise climatique, notamment parce qu'à l'horizon 2050, près de 70 % de la population mondiale vivra dans les villes.

Ce rapport combine une analyse empirique originale d'un échantillon mondial de plus de 10 000 villes avec des informations tirées de publications secondaires pour déterminer à quel point les villes sont vertes, résilientes et inclusives aujourd'hui, et pour examiner l'interaction entre les villes et le changement climatique. Sur la base de cette analyse, le rapport fournit aux décideurs une boussole pour les guider sur la manière d'aider leurs villes à devenir plus vertes, plus résilientes et plus inclusives – en d'autres termes, sur la manière d'aider leurs villes à prospérer dans un contexte de climat en mutation.

Un climat en mutation

- *Le changement climatique expose les villes à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.* Entre les années 1970 et la période 2010–2020, la fréquence des épisodes de chaleur et de sécheresse extrêmes a augmenté dans les villes du monde entier, et la fréquence des épisodes d'humidité extrême a augmenté depuis les années 1990. L'élévation du niveau de la mer à l'échelle mondiale, de l'ordre de 0,125 millimètre par an, accroît également le risque d'inondation pour les villes côtières.

Dans quelle mesure les villes sont-elles vertes, résilientes et inclusives ?

- *Les villes des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure contribuent fortement au changement climatique, alors que la contribution des villes des pays à faible revenu est modeste.* Au niveau mondial, environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, dont la majeure partie est constituée d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂) d'origine fossile, proviennent des villes. Toutefois, les villes des pays à faible revenu ne représentaient que 14 % environ de l'ensemble des émissions urbaines mondiales de CO₂ en 2015, et les villes des pays à faible revenu y contribuaient pour moins de 0,20 %. Le défi de l'atténuation pour les villes des pays à faible revenu consiste à se développer sans suivre les trajectoires traditionnelles d'émissions de CO₂ des villes des pays à revenu élevé.
- *Les villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont les plus exposées aux risques liés au changement climatique prévus.* L'exposition prévue pour 2030–2040 pour ces villes, basée sur un indice composite qui combine les projections pour six risques fondamentaux (inondations, stress thermique, cyclones tropicaux, élévation du niveau de la mer, stress hydrique et incendies de forêt), est considérablement plus élevée que pour les villes des pays à revenu plus élevé.

- *Les villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont moins résistantes aux chocs et stress de plus en plus fréquents liés au changement climatique.* Ces villes subissent des effets négatifs plus importants sur leurs niveaux locaux d'activité économique en raison des phénomènes météorologiques extrêmes chauds, secs et humides, ainsi que des cyclones tropicaux, que les villes des pays à revenu plus élevé. Les effets des phénomènes météorologiques extrêmes sur les villes des pays à faible revenu sont particulièrement prononcés lorsqu'ils viennent renforcer les conditions climatiques de base d'une ville.
- *Les villes subissent les effets indirects du changement climatique, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.* Ces effets indirects se produisent par le biais d'une variété de canaux. Par exemple, lorsque des phénomènes météorologiques extrêmes se produisent, les habitants des campagnes cherchent souvent à se mettre à l'abri dans les villes. Les sécheresses prolongées dans les zones rurales entraînent une expansion plus rapide des zones urbaines. Les nouveaux habitats, qui en résultent, sont souvent informels et établis à la périphérie des villes, dans les plaines inondables urbaines, avec un accès limité aux services.
- *La construction dans les pays gravite autour des villes qui seront les plus touchées par le changement climatique.* Depuis les années 1960, la construction dans les pays s'oriente de plus en plus vers les villes qui, selon les prévisions, deviendront excessivement chaudes en raison du changement climatique, à l'inverse de ce que l'on pourrait attendre face à l'intensification des changements climatiques.
- *Le manque d'inclusivité contribue au manque de résilience des villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.* Ce manque de résilience peut s'expliquer, en partie, par les taux de pauvreté plus élevés et les niveaux d'accès plus faibles aux services de base comme les soins de santé et l'éducation, l'eau, l'électricité et d'autres services publics, la gestion des déchets solides, les services numériques et financiers, et les services de secours d'urgence.
- *Les villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont moins vertes du point de vue de la pollution atmosphérique, et la pollution atmosphérique provenant de secteurs urbains essentiels représente un défi plus important pour les grandes villes des pays à tous les niveaux de revenu.* En moyenne, les concentrations de particules d'un diamètre inférieur ou égal à 2,5 microns ($PM_{2,5}$) en 2000 et en 2015 étaient plus faibles dans les villes des pays à revenu élevé que dans celles des pays à faible revenu. De plus, les émissions de $PM_{2,5}$ d'une ville dans les zones résidentielles et les secteurs des transports — zones et les secteurs sur lesquels la planification et les politiques urbaines peuvent avoir l'influence la plus directe — ont tendance à augmenter avec sa population.
- *Les politiques qui améliorent la qualité de l'air peuvent aider les villes à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.* Bon nombre des activités qui contribuent à la mauvaise qualité de l'air urbain, comme les activités industrielles et la conduite de véhicules à moteur à combustion interne, contribuent également au changement climatique au niveau mondial. Conformément à cette constatation, dans toutes les villes du monde, pour les zones résidentielles et les secteurs des transports, il existe une forte corrélation positive entre les émissions de CO_2 et de $PM_{2,5}$.

- *Les villes qui se développent verticalement utilisent moins de terrain, accueillent plus de personnes et sont plus prospères.* Sur l'ensemble des villes du monde, un doublement de la taille totale d'une ville entraîne une augmentation à long terme d'environ 16 % de sa population et une réduction à long terme de 19 % de sa superficie par rapport aux autres villes. Ces résultats s'accompagnent d'une augmentation à long terme de 4 % de l'intensité de l'éclairage nocturne de la ville par habitant, ce qui semble indiquer une prospérité accrue.
- *Le manque de végétation, particulièrement évident dans les grandes villes et les villes des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, peut exacerber les effets des épisodes de chaleur extrême dans les villes.* En effet, le manque de végétation accentue l'effet d'îlot de chaleur urbain, qui peut entraîner des températures à la surface des sols urbains supérieures de plus de 10°C aux températures à la surface des sols ruraux équivalents.

Une boussole de politique pour aider les villes à prospérer

Une ville prospère est une ville verte, résiliente et inclusive face au changement climatique. Ce rapport présente des conclusions générales relatives à la réalisation de cette vision sous la forme de trois questions auxquelles les décideurs devraient répondre : Quels sont les instruments de politique disponibles ? Qui manie ces instruments ? Comment les choix des politiques fondés sur ces instruments peuvent-ils être hiérarchisés et échelonnés en vue d'une mise en œuvre efficace ?

- *QUOI* : Les options de politique revêtent la forme de cinq instruments : information, incitations, assurance, intégration et investissements. Dans de nombreux cas, les interdépendances entre ces ensembles d'instruments se manifestent de manière complémentaire, et les politiques des différents ensembles renforcent leurs effets lorsqu'elles sont mises en œuvre conjointement.
- *QUI* : Étant donné que les tensions urbaines « traditionnelles » interagissent avec les tensions liées au changement climatique pour déterminer les résultats, les collectivités locales sont bien placées pour mener des actions en faveur du climat. Les villes, œuvrant de concert avec d'autres parties prenantes, notamment les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile, disposent d'un outil de politique de taille.
- *COMMENT* : Pour assurer la prospérité de leurs villes, les décideurs devront alterner et assembler des options de politique tirées des cinq ensembles d'instruments. La combinaison des interventions, leur enchaînement et la hiérarchisation des résultats varieront en fonction des caractéristiques des villes, notamment leur niveau de risque, leur niveau de développement et leur taille.

